

Turquie - La révolte des femmes turques de Taksim

jeudi 13 juin 2013, par [Laure Marchand](#)

À l'image de la « fille en rouge » gazée par la police, des manifestantes descendent dans la rue pour défendre leurs droits.

Le visage de la révolte est féminin. C'est celui de « la fille en rouge ». Une jeune femme habillée d'une robe rouge fait face à une rangée de policiers casqués des pieds à la tête. L'un d'eux l'asperge de gaz lacrymogène. Ses cheveux se soulèvent. Le cliché a fait le tour du monde. Bien malgré elle, Ceyda Sungur est devenue l'icône du parc de Gezi et le symbole de la répression policière brutale contre des manifestants pacifiques. Mais le hasard fait bien les choses : les Turques sont en première ligne dans la contestation des dérives autoritaires du premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Sa vision conservatrice de la femme, et la politique qui en découle, fait partie des griefs principaux à son encontre.

Un grand stand tapissé d'un tissu violet occupe un coin du parc de Gezi. C'est celui des « *féministes socialistes* ». À l'entrée, une large banderole accueille les visiteurs « *atmosphère garantie sans Tayyip et sans harcèlement* ». « *Erdogan cherche à contrôler le corps de la femme, explique Tuba Baykal, en licence de philosophie, à l'université du Bosphore, le creuset de l'élite turque. Il ne croit pas à l'égalité des sexes. D'ailleurs, il l'a publiquement dit. Pour lui, la place de la femme est au foyer et sa fonction est celle de la reproduction.* » Allongée sur une couverture, Öykü, doctorante en histoire, opine : « *La pression sur notre corps s'accroît.* »

La vision de la femme du chef du gouvernement semble en effet se limiter à sa capacité à procréer. Dès qu'il en a l'occasion, il encourage publiquement ses compatriotes à faire « au moins trois enfants », quand ce n'est pas cinq. Cette rhétorique se traduit politiquement. Le « *ministère de la Femme* » a disparu en 2011. Il a été renommé « *ministère de la Famille et des Affaires sociales* ». « *Les acquis des femmes sont clairement en danger* », s'inquiète Melis Inan, éditrice âgée de 30 ans. La pilule du lendemain n'est plus disponible sans ordonnance dans les pharmacies. Et l'avortement, autorisé depuis 1983, est clairement dans le collimateur du gouvernement islamo-conservateur.

En mai 2012, Recep Tayyip Erdogan le comparait à « *un meurtre* ». Aussitôt, le ministère de la Santé préparait une loi pour abaisser la durée légale pour une interruption de grossesse, prévoyant de la faire passer des dix semaines autorisées à six ou quatre. Ce qui revenait peu ou prou à signer son arrêt de mort. Le Parti de la justice et du développement a finalement reculé sous la pression des féministes. Mais il n'a pas renoncé à atteindre son objectif.

Début mai, un petit groupe de femmes manifestait devant le grand hôpital de Taksim, à trois cents mètres de la place. « *Avortement interdit dans cet hôpital* », crient-elles sur le trottoir. Dans l'assistance clairsemée, deux policiers en civil sont au premier rang pour filmer les frondeuses. Ainsi qu'une très jeune mère de famille. Elle a deux garçonnets accrochés à ses jambes. Son tee-shirt bleu tendu sur un ventre arrondi annonce que la famille ne va pas tarder à s'agrandir. « *Les docteurs de cet hôpital ont refusé de pratiquer un avortement, raconte cette jolie femme aux cheveux frisés et aux yeux verts. Je me suis rendue dans un autre mais le rendez-vous était deux mois après. Et voilà le résultat. Je n'ai pas les moyens d'élever trois enfants. Comment vais-je faire ?* »

Le droit à l'avortement remis en question

Retour à la contestation qui enflamme la Turquie depuis bientôt quinze jours. L'association Femmes pour les droits fondamentaux des femmes fait partie du Collectif de solidarité pour Taksim, qui rassemble les principales organisations contestataires. « *Même si la loi contre l'avortement n'a pas été votée, il est devenu très difficile pour les femmes d'y avoir accès, explique Pinar Ilkkaracan, cofondatrice de ce mouvement féministe. Dans des hôpitaux publics, des médecins ont cessé de le pratiquer car ils ont peur et les cliniques détenues par des hommes d'affaires conservateurs ne le font pas non plus.* »

Hors des quartiers bourgeois et laïcs des grandes villes, dans les campagnes d'Anatolie, les femmes concernées se retrouvent dans une impasse. Les 43 plannings familiaux qui quadrillaient le territoire turc ont quasiment tous été fermés. L'accès à la contraception y était gratuit et les avortements y étaient réalisés. Les quatre encore ouverts ne le font plus.

« **Erdogan nous voit à travers le prisme du capitalisme patriarcal et de la religion** » **Özge Akaman du Collectif halte aux meurtres de femmes**

« Erdogan nous voit à travers le prisme du capitalisme patriarcal et de la religion », assène Özge Akaman, assise derrière une petite table, en bordure d'une allée du parc de Gezi. De nombreux passants y font une halte pour inscrire leur adresse mail sur un formulaire afin de recevoir des informations sur les activités du Collectif halte aux meurtres de femmes. Une grande banderole suspendue à la branche d'un platane pend au-dessus de leur tête.

Les photographies de Mehtap Bülbül, Gülsah Aktürk, Tuba Genç, Emine Yayla, Sibel Uçkak et d'autres jeunes femmes y sont reproduites. Quelques-unes sont voilées, la majorité ne l'est pas. Toutes ont été tuées par un mari, un ex-petit ami, un frère ou un cousin... Elles sont le visage de cette violence qui fait si souvent la une des journaux. En Turquie, estiment les associations féministes, trois femmes meurent chaque jour, tuées par un homme de leur entourage.

« Les lois existent mais il y a un fossé entre les textes et leur application », explique Özge. Avec d'autres militantes, elle manifestait tous les samedis sur la grande avenue Istiklal qui part de la place de Taksim. Mais depuis le 1^{er} mai, la préfecture ne leur donnait plus l'autorisation. « Avec notre présence dans le parc, nous redonnons une visibilité à toutes ces femmes » ajoute-t-elle.

Erdogan au comble de l'agacement

Les manifestants turcs restaient déterminés à ne rien lâcher lundi, au 11^e jour de leur mobilisation contre le gouvernement, malgré les menaces du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui, de plus en plus agacé, a promis de leur faire payer « un prix élevé ».

Au lendemain d'un week-end qui a encore vu des dizaines de milliers de personnes défiler dans plusieurs grandes villes du pays aux cris de « *Tayyip, démission !* », l'emblématique place Taksim d'Istanbul tardait en fin de journée à retrouver l'affluence monstre de la nuit du samedi. Dimanche, journée marathon au cours de laquelle il a animé pas moins de six meetings, M. Erdogan a promis à ses partisans qu'il tiendrait bon face aux « *pillards* » et autres « *extrémistes* » qui réclament sa démission, et qu'il accuse d'être manipulés par l'opposition ou de mystérieuses puissances comme « *le lobby des taux d'intérêt* ».

Sources

[Turquie - La révolte des femmes turques de Taksim](#)

Le Figaro.fr - Laure Marchand - mardi 6 juin 2013